La N-VA veut des relais politiques dans les entreprises publiques

Les postes-clés de l'administration fédérale sont politisés. Pourtant, le parti le plus puissant du pays, la N-VA, est largement sous-représenté. Un constat étonnant qui s'explique surtout par le choix des nationalistes flamands. Ils se montrent peu intéressés par ces postes, préférant avoir des relais au sein des CA des entreprises publiques, comme la SNCB. Pour la N-VA, ces postes sont plus stratégiques que ceux dans l'administration ou dans la diplomatie.

La N-VA vise plus la SNCB que l'administration

POLITISATION Les nationalistes ne bénéficient d'aucun relais dans la Fonction publique

▶ La N-VA, la plus puissante formation de la majorité, ne dispose d'aucun relais dans l'administration.
▶ Et n'est pas beaucoup mieux lotie dans les conseils d'administration des entreprises publiques.
▶ Les nationalistes ont leurs raisons.

Cette sous-représentation de la N-VA dans les rouages de la haute administration peut à première vue surprendre : les partis au pouvoir ont toujours veillé à s'assurer la loyauté des grands patrons des services publics, en nommant leurs affidés aux postes-clés de l'administration fédérale et des entreprises publiques. Et ce n'est pas sous cette législature que les nationalistes peuvent rêver d'introniser un des leurs à une de ces hautes fonctions de grands commis de l'Etat. Seuls deux top managers (sur quatorze) achèveront leur mandat avant la fin de la législature: Jean-Marc Delporte et Pierre-Paul Maeter, respectivement patrons du Service public fédéral (SPF) Economie et du SPF Emploi, tous deux étiquetés PS, seront remplacés par des francophones, parité linguistique oblige.

Un seul poste susceptible d'être occupé par un néerlandophone se libère d'ici la fin de la législature, celui du patron du bureau de sélection fédérale (Selor) qui désigne les lauréats aux postes-clés de l'administration. Mais, manifestement, la N-VA, qui dispose pourtant en Steven Vandeput de la tutelle ministérielle sur la Fonction publique, ne semble pas pressée de placer ses pions sur l'échiquier de l'administration fédérale.

1 Pourquoi les nationalistes ne disposent-ils pas de relais au sein de la haute administration ? La formation de Bart De Wever vient pour la première fois de son histoire d'accéder au pouvoir à l'échelon fédéral. Contrairement aux formations traditionnelles qui ont bénéficié des trains de nominations politiques à l'époque où ils squattaient le pouvoir, la N-VA ne bénéficie d'aucun de ces précieux relais. En dépit de la dépolitisation promise par la réforme Copernic entamée en 2001, le sommet de la hiérarchie de l'administration fédérale reste squatté par d'anciens fonctionnaires dirigeants étiquetés politiquement, des membres influents de cabinets qui se recyclent dans l'administration avant le terme de la législature ou des personnalités proches du « bon » sérail politique. Aujourd'hui, dix des quatorze grands patrons des administrations sont d'anciens chefs de cabinet ou d'éminents cabinettards.

2 Pourquoi ce manque d'intérêt de la N-VA pour les postes-clés de l'administration ? Parole de chef de cabinet N-VA, le parti de Bart De Wever qui, dans son passé d'opposition fédérale, a toujours combattu la politisation, ne gaspille pas son énergie à lotir l'administration fédérale. *« Ce qui nous intéresse, c'est la compétence et l'intégrité des personnes qui figurent au sommet de l'administration »*, souligne Herman De Bode, le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Jan Jambon. *« J'insiste sur le terme d'intégrité. Cela signifie concrètement que la personne observe la discrétion et la confidentialité qu'impose sa fonction. Si le top de l'administration est efficace, on ne voit pas pourquoi il faudrait en changer. Il existe, au sein de l'administration, des hauts fonctionnaires qui réalisent un excellent travail »*, précise Herman De Bode, ancien patron du bureau de conseil de McKinsey Benelux, ex-président du comité bruxellois du Voka, l'association du patronat flamand et par ailleurs signataire – avec Jan Jambon – du « Manifeste en faveur d'une Flandre indépendante » publié par « In De Warande », un cercle fréquenté par la crème des entrepreneurs flamands.

Les responsables du parti abondent dans le même sens : *« Ce qui nous importe, c'est de recevoir des informations correctes et fiables de la part des administrations et de faire en sorte qu'elles soient gérées par des personnalités intègres au terme d'un processus de sélection objectif. Ni*

plus ni moins », confirme un membre du cercle dirigeant de la N-VA.

3 Angéliques, les nationalistes ? Les top managers en place aujourd'hui acquiescent. Ils affirment ne pas avoir détecté la moindre manœuvre de la part de la N-VA pour infiltrer la haute administration et y placer ses pions. Ce parti jeune qui a grandi très (trop ?) vite manque-t-il d'hommes liges ? Ne dispose-t-il pas d'un vivier de recrutement suffisamment riche pour y puiser les meilleures perles ? Ses responsables nient, soulignant que la formidable percée électorale de la N-VA lui a permis au contraire de convertir une armée de nouveaux disciples de grande valeur. Peut-être, mais ses nouveaux partisans n'arborent pas ouvertement le signe nationaliste. Et les responsables du parti ne leur en tiennent pas rigueur. En 2013, à la surprise générale, les nationalistes proposèrent le nom de Jan Briers comme candidat indépendant au poste de gouverneur de Flandre-Orientale. Briers était le patron du festival des Flandres et n'avait aucun lien privilégié avec la N-VA. Ben Weyts, alors vice-président de la N-VA, expliquait le choix de son parti : *« Un gouverneur doit idéalement être une personnalité qui a démontré dans la société ses qualités de leader, de coordinateur et de décideur. Un tel profil doit être au-dessus de la mêlée politique. Nous voulons un gouverneur de et pour la Flandre-Orientale, pas de et pour un parti politique. »*

Dernier exemple en date, celui de Paul Lembrechts, qui sera le 1er mars prochain le nouvel administrateur délégué de la VRT. Son étiquette N-VA attribuée par certains médias du nord du pays a été récusée par les ministres des autres formations de la majorité flamande. De même que tout « copinage » entre le top du parti et Catherine De Bolle, la commissaire générale de la police fédérale. Nommée sous l'ancienne législature sur proposition de la ministre de la Justice, la libérale flamande Annemie Turtelboom, la patronne de la police n'est pas davantage estampillée N-VA.

4 Et naïfs aussi ? Si la direction de la N-VA semble donc peu intéressée par le parachutage de ses protégés dans l'administration, elle se défend de toute naïveté. Ce qu'elle privilégie, c'est une présence de relais au sein des CA à ses yeux les plus stratégiques. Comme celui de la SNCB dont la composition du conseil d'administration doit être prochainement modifiée et au sein duquel les nationalistes, partisans d'une régionalisation du rail, entendent bien faire entendre leur voix. En installant un des leurs au sein de la SNCB comme d'Infrabel. Ses candidats sont connus : Johnny Thijs, l'ex-CEO de BPost, tient la corde et Marc Desscheemaeker, l'ex-patron de la SNCB et actuel président du CA de BAC, la société qui exploite l'aéroport de Bruxelles, est aussi présenté comme candidat privilégié.

« La présence de relais N-VA y est d'autant plus capitale que la présence de représentants des régions au sein du CA de la SNCB – PS et CDH, dans l'opposition fédérale, en Wallonie – bloque une série de dossiers. Nous avons besoin de tels alliés dans les entreprises publiques paralysées par l'inertie. » Herman De Bode fait partie du CA de la Loterie nationale. Tom Dechaene est depuis 2014 le premier membre présenté par la N-VA au comité de direction de la Banque nationale. Mais dans ce cas encore, personne n'a jamais croisé l'ex-brillant administrateur du groupe KBC dans une réunion ou une réception de la N-VA.

5 Pourquoi la N-VA ne s'implante pas dans le sérail diplomatique ? Dans le milieu diplomatique, non plus, la N-VA ne s'est pas implantée dans le sérail. Du moins dans la diplomatie fédérale : le ministre-président flamand N-VA, Geert Bourgeois, privilégie plutôt le développement d'une diplomatie flamande. Ainsi, le mouvement diplomatique 2016 n'a concerné aucun ambassadeur ou consul général étiqueté N-VA. Il est vrai qu'un seul ambassadeur (Jan de Bruyne) se réclamait jusqu'ici du parti nationaliste (son père fut ministre Volksunie). Il a été rappelé au pays par le ministre des Affaires étrangères pour des propos jugés peu conformes à l'art de la diplomatie belge. Plusieurs sources nous confirment n'avoir connaissance d'aucun diplomate ouvertement N-VA – ce qui n'est pas surprenant, puisqu'un diplomate est censé par nature défendre les intérêts belges. Lors de l'événement organisé au musée royal des Beaux-Arts par Geert Bourgeois dans le cadre des journées diplomatiques de la fin janvier, on a recensé… 12 diplomates fédéraux sur les 120 invités. ■

DIRK VANOVERBEKE
(avec Ma.D.)

LES LIBÉRAUX FLAMANDS CHAMPIONS DE LA POLITISATION

Le PS, n°2

Les grandes promesses du gouvernement présidé il y a quinze ans par Guy Verhofstadt n'ont pas résisté aux appétits de pouvoir. Souvenez-vous. Au sortir des années Dehaene et dans la foulée de l'affaire Dutroux et de la crise de la dioxine, la majorité arc-en-ciel avait juré de rétablir la confiance entre le citoyen et une administration accusée de tous les maux. C'était la révolution copernicienne : elle allait balayer les inerties administratives, mettre la politisation hors la loi, faire disparaître les cabinets et ouvrir le secteur public à des managers du privé. Mais la réforme Copernic a fait long feu. Aujourd'hui, les ministères ont été rebaptisés en SPF pour Service public fédéral, les top managers ont remplacé les vieux secrétaires généraux et sont désormais nommés pour six ans. Pour la dépolitisation, on repassera. A la tête des 14 SPF existants, les 14 présidents des comités de direction ont tous une couleur politique. Cinq sont libéraux flamands, 3 sont étiquetés PS, 2 CDH, 1 CD&V, 1 SP.A et 1 MR. *Diagnostic*, le magazine du Gerfa (Groupe d'études et de recherches sur la fonction administrative), a, dans un de ses derniers numéros, pondéré ce classement en fonction des compétences et des effectifs de chacun des SPF. La Chancellerie, le plus petit, reçoit 2 points contre 4 pour Fedict (Technologie de l'information), 10 pour la Justice et 20 pour les Finances. Résultats : les libéraux flamands l'emportent devant le PS et le CD&V. Le VLD bénéficie d'un top manager catalogué Bleu flamand dans pas moins de cinq SPF : les Affaires étrangères, le Budget, la Santé, la Fonction publique et les Technologies de l'information. Le CDH y est surreprésenté, à l'inverse du MR.

D.V.